

Factsheet: Soudan

Septembre 2026



Carte: Africa Center for Strategic Studies, Armed groups active in Sudan conflict, 7 juillet 2026

1 FAITS ET CHIFFRES

Population

Il n'existe pas de données démographiques précises au Soudan. En 2025, la population totale du Soudan était estimée à 51,7 millions de personnes.

Groupes ethniques

Selon les estimations disponibles, environ 70 % de la population soudanaise est identifiée comme arabe soudanaise, tandis qu'environ 30 % appartient à des groupes non arabes, notamment les Fur, les Beja, les Nuba, les Zaghawa, les Masalit et les Fallata. Le Soudan présente une importante diversité linguistique. Selon l'UNESCO, 67 langues autochtones distinctes sont parlées dans le pays.

Groupes religieux

Selon les données disponibles, la population soudanaise est très majoritairement musulmane, principalement sunnite. Le pays compte également des minorités chrétiennes et des personnes pratiquant des religions traditionnelles. Outre des chiites, de petites communautés baha'ie et hindoue sont également présentes, mais leur importance numérique actuelle est mal documentée.

Système politique

Le Soudan ne dispose plus d'un système politique civil fonctionnel depuis le coup d'État militaire d'octobre 2021, qui a interrompu la transition engagée après la chute d'Omar el-Béchir en avril 2019 après 30 ans de pouvoir. Le pouvoir reconnu internationalement reste dominé par l'armée, sous la direction du général Abdel Fattah al-Burhan, président du Conseil souverain de transition. Depuis avril 2023, la guerre entre les Forces armées soudanaises (FAS) et les Forces de soutien rapide (FSR) a fragmenté davantage l'autorité de l'État et empêché la mise en place d'institutions transitoires stables. La nomination de Kamil Eltayeb Idris comme Premier ministre en 2025 n'a pas mis fin à cette incertitude institutionnelle.

2 PROFILS À RISQUE

Ces profils à risque se fondent sur le [Country Guidance](#) de l'EUA de juin 2025 et sur le [Country Focus](#) d'août 2026.

- **Groupes ethniques :**
 - **Non-Arabes/Africains originaires du Darfour** (Fur, Zaghawa et Masalit) : exposé·e·s à des persécutions à caractère ethnique, massacres, exécutions sommaires, actes de torture. Viols utilisés comme outil de nettoyage ethnique.
 - **Nouba du Kordofan** : exposé·e·s à des violences ethniques de la part des deux camps : meurtres, violences sexuelles, enlèvements, villages incendiés.
 - **Arabes originaires du Darfour et des Kordofans** : Visé·e·s par les FAS en raison de leur soutien présumé aux FSR. Exposé·e·s à des détentions illégales et des actes de harcèlement, torture et violences sexuelles.
- **Responsables communautaires, les défenseurs·euses des droits humains et les avocat·e·s** : exposé·e·s aux assassinats, tortures et détentions prolongées sans accès à un avocat. Les femmes Masalit activistes sont exposées à des violences sexuelles de la part des FSR. Avocat·e·s ciblé·e·s pour liens présumés avec les FSR.
- **Membres des *Resistance Committees* (RCs) et des *Emergency Response Rooms* (ERRs)** : exposés à des violations graves commises par les FAS comme par les FSR, notamment arrestations arbitraires, disparitions forcées, torture, violences physiques et sexuelles, exécutions, enlèvements et attaques.
- **Journalistes et professionnel·le·s des médias** : pris pour cible par les deux camps et exposé·e·s à des assassinats ciblés, des disparitions forcées, des détentions massives, à de la torture. Proches également ciblés.
- **Travailleurs·euses humanitaires et du secteur de la santé** : exposé·e·s à des assassinats, des détentions, des enlèvements, des attaques contre des convois médicaux et des ambulances. Les femmes sont la cible de violences sexuelles.
- **Personnes craignant d'être enrôlées de force par les FSR** : pression par des exécutions publiques, tortures, enlèvements et privations de nourriture ou de médicaments. Communauté de ceux qui refusent de servir également visées.
- **Personnes civiles originaires de zones associées au camp adverse** : Persécutions par les FSR (massacres, exécutions, famine, violences sexuelles, enlèvements, arrestations arbitraires et détentions illégales) et par les FAS (peine de mort).
- **Femmes et filles** : exposé·e·s à des violences sexuelles liées au conflit (viols), commises par les deux camps et de manière systématique par les FSR; mariages forcés ou précoces, MGF et traite des êtres humains.
- **Enfants** : exposé·e·s au recrutement (par toutes les parties), de travail forcé/traite.
- **Personnes LGBTIQ+** : relations homosexuelles criminalisées (de 1 an à la réclusion à perpétuité), forte stigmatisation sociale, violences domestiques, torture.

3 DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS

Changements politiques

Depuis 2025, le paysage politique soudanais s'est davantage fragmenté autour de deux administrations rivales liées aux principaux belligérants. Le 19 mai 2025, le président du Conseil souverain de transition et chef des FAS, Abdel Fattah al-Burhan, a nommé Kamil Idris au poste de Premier ministre. Idris a ensuite annoncé la formation d'un gouvernement présenté comme technocratique, basé à Port-Soudan et soutenu par les FAS. Parallèlement, les FSR ont annoncé en juillet 2025 la création d'une administration concurrente dans les territoires sous leur contrôle, avec Mohamed Hamdan Dagalo (« Hemedti ») à la tête d'un Conseil présidentiel et Mohamed Hassan al-Taishi comme Premier ministre. Cette administration parallèle a poursuivi en 2026 la mise en place de structures gouvernementales propres, notamment dans les domaines de la sécurité, de la police, de la fiscalité, de la fonction publique et des institutions financières. Il n'existe ainsi toujours pas de gouvernement civil issu d'élections nationales. Les institutions politiques restent divisées entre des structures associées aux FAS et aux FSR, tandis que les initiatives internationales visant un cessez-le-feu et une transition politique civile n'ont pas encore débouché sur un accord entre les parties.

Insécurité persistante et violences contre les personnes civiles

La situation sécuritaire au Soudan reste extrêmement volatile. Le conflit entre les FAS et les FSR se poursuit dans plusieurs régions, en particulier au Darfour et au Kordofan, tandis que les FAS ont repris Khartoum et une partie du centre du pays en 2025. Les personnes civiles continuent d'être directement touchées par les hostilités et par des violations graves commises par les différentes parties au conflit. Human Rights Watch et Amnesty International ont documenté des bombardements indiscriminés ou disproportionnés, des exécutions sommaires, des attaques de représailles, des détentions arbitraires, des pillages et des violences sexuelles imputés aux FSR, aux FAS et à leurs alliés respectifs. Au Darfour, les FSR ont notamment été accusées de massacres de civils, de violences sexuelles et d'attaques contre des personnes fuyant El Fasher après la prise de la ville en octobre 2025, tandis que les FAS ont également mené des frappes aériennes contre des zones résidentielles et commerciales, notamment à Nyala et autour d'El Fasher. En 2026, les combats se sont notamment intensifiés au Kordofan. En juin, l'ONU a alerté sur l'escalade des affrontements autour d'El Obeid, y compris des attaques de drones affectant des civils et des infrastructures civiles. L'ONU rapporte qu'au moins 1 000 personnes avaient été tuées lors d'attaques de drones au cours du premier semestre 2026 et a estimé que certaines attaques imputées aux deux camps pourraient constituer des crimes de guerre.

Depuis avril 2023, l'ONU a documenté de graves violations commises par les FAS, les FSR et leurs alliés, notamment des attaques contre des civils, des exécutions, des actes de torture, des violences sexuelles et des déplacements forcés. La *Mission internationale d'établissement des faits de l'ONU* a conclu en 2025 que les deux camps avaient commis des crimes de guerre et que les FSR avaient également commis des crimes contre l'humanité, en particulier au Darfour. Des communautés non arabes, notamment les Masalit, les Zaghawa et les Fur, ont été spécifiquement

visées. L'ONU a également alerté sur des campagnes de « nettoyage ethnique » au Darfour. Après la prise d'El Fasher par les FSR en octobre 2025, la Mission a estimé en février 2026 que les violences présentaient des « caractéristiques d'un génocide », notamment à l'encontre des communautés zaghawa et fur.

Violences basées sur le genre

Les femmes et les filles sont particulièrement exposées aux conséquences du conflit et aux violences basées sur le genre. Selon l'UNFPA, environ 12,4 millions de personnes, principalement des femmes et des filles, étaient exposées à ce type de violences en 2026. L'organisation signale notamment des violences sexuelles, des violences conjugales, du harcèlement et de l'exploitation, ainsi qu'une augmentation des mariages d'enfants et forcés et d'autres pratiques préjudiciables. Les violences sexuelles liées au conflit sont particulièrement préoccupantes : entre avril 2023 et mi-avril 2026, le HCDH a vérifié 546 incidents concernant au moins 838 victimes, dont 539 femmes et 284 filles, tout en soulignant que ces chiffres ne représentent qu'une fraction des cas réels. Les violences documentées comprennent notamment des viols et viols collectifs, l'esclavage sexuel, les mariages forcés, la prostitution forcée et la traite à des fins d'exploitation sexuelle. La majorité des cas vérifiés ont été attribués aux FSR et à leurs alliés, mais des violations ont également été attribuées aux FAS et à des forces ou milices qui leur sont affiliées.

Situation humanitaire catastrophique

La situation humanitaire au Soudan reste extrêmement grave. Selon l'UNICEF, 33,7 millions de personnes, dont 17,3 millions d'enfants, ont besoin d'une assistance humanitaire en 2026. En mai 2026, la FAO, le PAM et l'UNICEF estimaient que près de 19,5 millions de personnes faisaient face à une insécurité alimentaire aiguë de phase IPC 3 ou supérieure. Plus de 825 000 enfants de moins de cinq ans devraient souffrir de malnutrition aiguë sévère en 2026. L'OIM estime que plus de 15 millions de personnes ont connu un déplacement à un moment ou à un autre depuis le début du conflit en avril 2023. Fin août 2026, le HCR recensait environ 6,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du Soudan en raison du conflit et 4,6 millions de personnes qui ont cherché refuge dans les pays voisins, surtout le Tchad, le Sud Soudan et l'Égypte. La réponse internationale reste très inférieure aux besoins, en raison à la fois des restrictions d'accès humanitaire et d'un important déficit de financement. Fin août 2026, seuls 41 % du Plan des besoins et de réponse humanitaire pour le Soudan étaient financés.

Personnes LGBTIQ+

Les personnes LGBTIQ+ restent exposées à une forte criminalisation et à des discriminations au Soudan. Les articles 148 et 151 du Code pénal criminalisent les relations sexuelles entre personnes de même sexe et les « actes indécents ». Si la peine de mort et la flagellation ont été supprimées en 2020, les peines peuvent toujours aller jusqu'à la réclusion à perpétuité. Les personnes LGBTIQ+ font par ailleurs face à la stigmatisation sociale, au harcèlement et à la violence, sans protection juridique spécifique.

4 PRATIQUE DES AUTORITÉS SUISSES

Taux de protection

Selon les chiffres du SEM, 120 Soudanais·e·s ont déposé une demande d'asile entre le 1^{er} janvier et le 31 août 2026. Le taux d'octroi de l'asile était de 27,4 % tandis que le taux de protection (décisions positives + admissions provisoires) était de 52,1 %. Le taux d'octroi de l'asile ajusté (sans non-entrée en matière NEM et radiations) était de 49,2 % et le taux de protection ajusté était de 93,8 %.